

Convention collective régionale

IDCC : 1315. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
DE LA HAUTE-MARNE ET DE LA MEUSE**

(1^{er} octobre 1984)

(Etendue par arrêté du 27 juin 1985,
Journal officiel du 5 juillet 1985)

AVENANT DU 26 AVRIL 2005

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES ANNUELLES

NOR : *ASET0550853M*

IDCC : 1315

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques, mécaniques et
connexes de la Haute-Marne et de la Meuse (CIMC),

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les rémunérations effectives garanties annuelles fixées à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise occupant les fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975 modifié et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du 15 décembre 1975 modifiée, indépendamment du barème de rémunérations minimales hiérarchiques résultant des articles 208 et 208 *bis* de l'avenant mensuel de la convention collective qui sert à la fois de garantie mensuelle de rémunération et de base de calcul pour les primes d'ancienneté.

Les rémunérations effectives garanties annuelles ne serviront pas de base de calcul aux primes d'ancienneté.

Ce barème fixe pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Bénéficient de la rémunération effective garantie annuelle les salariés relevant de l'avenant mensuel.

La rémunération effective garantie ne s'appliquera pas aux travailleurs à domicile.

Modalités d'application du barème des rémunérations effectives garanties annuelles

Pour l'application des garanties de rémunérations effectives annuelles contenues dans le barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes supportant les cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de Haute-Marne et Meuse ;
- des majorations prévues par les articles 214, 215 et 221 de l'avenant mensuel précité pour travail de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- des sommes correspondant à l'intéressement des salariés ou à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise ;
- des sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations sociales ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les barèmes ci-dessus fixant les garanties annuelles de rémunération correspondant à un horaire hebdomadaire de travail de 35 heures, ces valeurs, en cas d'horaire différent, seront adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectivement pratiqué.

De même, le montant de la garantie visée ci-dessus sera adapté *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année :

- d'un changement de coefficient ;
- d'une entrée ou d'un départ de l'entreprise ;
- d'une suspension du contrat de travail.

Le barème des rémunérations effectives garanties annuelles subit les abattements prévus pour les rémunérations par les dispositions législatives et conventionnelles, notamment pour les salariés à capacité restreinte (art. 113 *bis* des clauses générales de la convention collective) et les jeunes salariés au-dessous de 18 ans.

S'agissant de rémunérations annuelles minimales, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

S'il apparaît que la totalité des éléments de la rémunération à prendre en considération est inférieure au montant de la rémunération effective garantie annuelle applicable, le salarié considéré recevra un complément de rémunération égal à la différence entre les sommes perçues et le montant de la garantie dont il doit bénéficier en vertu du présent texte.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires.

Article 2

Le barème des rémunérations effectives garanties est fixé sur la base de 151,66 heures pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Le calcul des rémunérations effectives garanties applicables à partir de l'année 2005 se fera sur les bases suivantes :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION effective garantie annuelle
I	1	140	14 235
	2	145	14 275
	3	155	14 315
II	1	170	14 395
	2	180	14 480
	3	190	14 580
III	1	215	14 800
	2	225	15 200
	3	240	16 100
IV	1	255	16 700
	2	270	17 700
	3	285	18 780
V	1	305	20 740
	2	335	22 600
	3	365	24 240
	3	395	26 300

Article 3

En application de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le texte de cet accord à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt aux directions départementales du travail de la Haute-Marne et de la Meuse.

Fait à Saint-Dizier, le 26 avril 2005.

(Suivent les signatures.)